

IV. Nation et nationalisme / Natie en nationalisme

CHRISTIAN LAPORTE

«L'affaire de Louvain 1960-1968»

Paris/Bruxelles, De Boeck/Larcier, 1999, 333 p.

“*Leuven Vlaams !*”, “*Wallen buiten !*”. Deux cris poussés à l’ombre de la vénérable *Alma Mater* de Louvain. Deux cris allant *crescendo* de 1960 à 1968 et qui, scandant le démembrement de l’université ‘unitaire et bilingue’, annonçaient du même coup la mort d’une certaine ‘Belgique de papa’. Vingt ans après la publication de l’ouvrage que Todt et Jonckheer¹⁹ avaient consacré au sujet, Christian Laporte, connu pour être le spécialiste des questions religieuses au *Soir*, ouvre à nouveau le dossier du ‘*splitsing*’. La question est, cette fois, abordée selon un angle politico-institutionnel : la part réservée à l’émotionnel, à l’événementiel est plus strictement mesurée, même si elle continue ici et là à ponctuer le récit en tant que support dramatique indispensable à l’intelligibilité des faits. Bon connaisseur de ces matières sensibles entre toutes, Christian Laporte livre ici une étude à la

19 H. TODTS & W. JONCKHEERE, *Leuven Vlaams. Splitsingsgeschiedenis van de Katholieke Universiteit Leuven*, Leuven, Davidsfonds, 1979.

fois synthétique et claire. Sans doute le lecteur n'y trouvera-t-il pas des révélations fracassantes sur un dossier qui est à présent bouclé depuis plus d'un quart de siècle, mais il aura entre les mains un travail honnête, qui est celui d'un chercheur en sciences humaines, et non une œuvre partisane.

La cassure de l'institution universitaire, suivie d'une évacuation contrainte de sa section francophone hors les murs de la vieille cité, était-elle inéluctable à cette époque ? Sans doute, si l'on songe que cela procédait d'une addition de facteurs convergents. La réactivation du nationalisme flamand, à la fin des années cinquante, déboucha quelque temps plus tard, au nord du pays, sur une 'prise de conscience identitaire' dans des cercles de plus en plus larges de la société civile. Cette prise de conscience fut encore amplifiée sur le long terme par un afflux continu (et de plus en plus pressant), sur le marché du travail, de jeunes cadres désormais totalement éduqués en néerlandais et confrontés à une surreprésentation indéniable des éléments francophones au niveau des couches dirigeantes. Elle fut stimulée sur le court terme par les débats politiques qui devaient aboutir en juillet 1963 au 'clichage' de la frontière linguistique, par une législation *ad hoc*, et donc à l'inscription sur le terrain de deux espaces culturels distincts. Comme si cela ne suffisait pas, s'ajouta, au sein de la génération née après la guerre, le désir de procéder à une démocratisation de structures sociales demeurées largement élitaires. Un début de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur entraîna d'ailleurs à partir de 1963-1964 une augmentation sensible du nombre

de 'students'; la population estudiantine se mit à étouffer dans des bâtiments vétustes. On était ainsi passé de 14.175 universitaires inscrits en 1960-1961 à 20.749 en 1965-1966. Deux ans plus tard, on en dénombrait déjà plus de 24.000, les communautés francophone et néerlandophone s'équilibrant à peu près, avec une légère supériorité numérique pour les Flamands.

L'extension du domaine universitaire louvaniste était bel et bien à l'ordre du jour. Evidemment, pour le corps professoral francophone, il était hors de question d'émigrer sous d'autres cieux. L'université catholique s'était enracinée, une et indivisible, dans le paysage de la cité brabançonne; elle y resterait, une et indivisible, pour les siècles des siècles. Du moins le croyait-il. Au début de 1962, la proposition d'un parlementaire d'accorder des facilités linguistiques à la ville même ainsi qu'aux communes voisines de Heverlee, de Kessel-Lo et de Korbeek-Lo avait naturellement recueilli l'approbation de ces milieux. Mais elle entraîna surtout une première série de réactions négatives du côté flamand, via la *Katholieke Vlaams Hoogstudentenverbond* et le *Leuvens Studentenkorps*, où l'on se mit à parler préservation de l'intégrité flamande de la région. Face à cette levée de boucliers, les enseignants francophones répliquèrent en mettant sur pied en février 1962 un organisme de défense *ad hoc*, l'Association du Corps académique et du Personnel scientifique de l'Université de Louvain (ACAPSUL). En guise de réplique à la réplique, leurs collègues de l'autre rôle linguistique s'empressèrent de former une *Vereniging van Leuvense Professoren*, qui deviendra peu après la très revendi-

cative *Vlaamse Vereniging van Professoren* (VVP). Malgré une lettre des évêques où était affirmée la “volonté inébranlable” de maintenir l’unité de l’Université, l’institution connut un climat de moins en moins serein. Les déclarations les plus fermes quant à son avenir se voyaient, sitôt prononcées, aussitôt désavouées par la partie adverse; les chahuts estudiantins à relents communautaires se multiplièrent. Les francophones, sur la défensive, réagirent souvent au coup par coup et plutôt mollement.

La tension monta d’un cran à la rentrée 1965. Reprenant une idée déjà émise par le recteur, Michel Woitrin, administrateur général, confia le 20 octobre au journal de la Fédération wallonne des Etudiants sa vision des extensions universitaires futures. Il envisageait un développement systématique à l’intérieur d’un triangle Louvain-Wavre-Bruxelles. Cette formulation provoqua un beau tollé dans les milieux flamands. On voyait dans ce ‘triangle’ une première brèche dans la fixation (à peine achevée) de la frontière linguistique. Face à la montée des irritations, l’autorité supérieure institua une commission spéciale, la Commission Leemans-Aubert, pour débloquer la situation (20 décembre 1965). Le 8 avril 1966, après que les parties adverses se soient copieusement affrontées dans la presse²⁰ ou dans la rue, la Commission déposa son bilan. Si elle avait su dégager des pistes en matière de réorganisation administrative, elle n’était pas parvenue à conclure sur la question de la ventilation

géographique des différentes facultés par rôle linguistique.

Mis au pied du mur, les évêques de Belgique crurent bon de réaffirmer dans un Mandement solennel, le 15 mai suivant, qu’ils entendaient assurer coûte que coûte “l’unité de l’Alma Mater” sur tous les plans, “dans l’épanouissement des deux communautés linguistiques”.

Cette décision émut violemment le pays flamand, où les mentalités évoluaient à un rythme rapide. Pas mal d’étudiants, influencés désormais par divers courants progressistes, tenaient le Mandement épiscopal pour la conjonction “du cléricalisme, du capitalisme et de l’unitarisme”. Des éruptions d’anti-cléricalisme furent enregistrées dans des milieux tenus jusque-là pour sages et bien-pensants. La question entra vraiment dans le domaine de la politique lorsque, deux jours après le Mandement, le député CVP d’Audenarde, Jan Verroken, déposa à la Chambre une proposition de loi qui visait à éliminer dans les faits “Louvain français”. Bien que cette proposition ait été rejetée par 103 voix contre 91, la famille chrétienne commença à se fissurer, les Flamands n’étant plus sur la même longueur d’onde que les francophones. Pendant ce temps, au sud du pays, les réactions des “Amis de Louvain” et de divers “Comités de défense” se multipliaient. La plupart allaient dans le sens du *statu quo* pur et simple, avec, parfois, l’un ou l’autre aménagement. Quelques réalistes se montraient toutefois moins assurés du résultat de ces prises de

20 On retient souvent à ce propos l’article du professeur Gérard Garitte paru dans *La Libre Belgique* sous le titre mélodramatique : “Va-t-on tuer Louvain?”. L’auteur y dénonçait les “complexes idiots” et le “nationalisme païen” qui mettaient en péril de mort “la plus illustre université catholique du monde”.

position et leurs rangs s'étoffaient au fil des mois.

A partir de juin 1966, l'ACAPSUL elle-même commença à se diviser en 'mainteneurs' et en 'déménageurs', ceux-là parvenant à contenir les velléités de ceux-ci. A la fin, lassés de se voir bridés dans leurs initiatives, les partisans d'un transfert négocié firent dissidence pour lancer la Communauté de la Section française de Louvain (CSFL). Mais les discussions avec les *Vlaamse Professoren* s'éternisaient. On ne parvenait pas à avancer véritablement. La pression flamande s'accrut à l'automne 1967. Une manifestation organisée à Anvers afin d'exiger le doublement total de l'Université et le départ de la section française rassembla plusieurs dizaines de milliers de participants, dont 35 parlementaires CVP. Quelques semaines plus tard, le 20 décembre, la paralysie gagnait le Conseil collégial responsable de la direction de l'UCL-KUL : les autorités flamandes refusaient les moyens financiers d'extension des bâtiments destinés aux francophones. Le 16 janvier 1968, l'agitation estudiantine reprenait à l'instigation du *Studenten Vakbeweging* d'un certain Paul Goossens, qui plus tard... mais alors... Et le 2 février suivant, l'évêque de Bruges crut bon de demander pardon "au peuple flamand" pour avoir associé son nom au fâcheux Mandement épiscopal de mai 1966, qui avait risqué de porter atteinte au caractère de sa chère "terre flamande natale, le Brabant flamand". Ses collègues de Gand, d'Anvers et de Hasselt lui emboîtèrent bientôt le pas.

Les élections législatives du 31 mars 1968 furent marquées par une nette poussée

des listes fédéralistes dans les deux parties du pays. Elles achevèrent de tuer les espérances de ceux qui tenaient encore à 'Louvain français'. Le divorce fut officiellement constaté le 6 juillet 1968. Les francophones se décidèrent à évacuer les lieux au nom de la paix communautaire. A l'instar d'Edouard Massaux, premier recteur de l'UCL nouveau style, nombre de Wallons et de Bruxellois francophones continuèrent à considérer cette scission forcée comme un 'péché contre l'esprit'. Mais n'avaient-ils pas, longtemps, fait preuve de cécité volontaire – ou d'inconscience – face à 'la force des choses'. Et ce qui venait de se produire ne prouvait-il pas, une fois de plus, que dans des circonstances bien particulières, les pulsions nationalistes, quand elles ne sont plus bridées, finissent par ébranler toutes les internationales, fussent-elles placées sous l'égide du Saint-Esprit ?

Alain Colignon